

Stop à l'indécence ! Appel à la mobilisation

RDV jeudi 13 février à 10H devant le TNT à Toulouse

(jour de négociations à l'Unédic)

avec

le MNCP (Mouvement National des Chômeurs et des Précaires), le DAL (Droit au Logement),
SUD culture Solidaires, Solidaires 31
et le soutien des syndicats de Pôle emploi (CGT, SNU/FSU, SUD Solidaires)

Lors de la dernière journée de négociation le 28 janvier, le MEDEF (syndicat des « grands » patrons) a prévenu : pour réduire le déficit il lui faut trouver des coupables : les intérimaires (annexe 4), les intermittents (annexes 8 et 10), en opposant leurs régimes à celui des chômeurs. Son arme : diviser pour mieux régner, nous opposer les uns aux autres et nous faire passer au yeux de tous pour des « privilégiés »

Depuis des années notre système de solidarité interprofessionnelle est mis à mal par le MEDEF et ses complices qui à chaque négociation révise à la baisse les droits des travailleurs privés d'emploi, des salariés précaires et à emploi discontinu. Dans ce cadre il n'est pas fortuit que l'on s'attaque aux dispositifs les plus adaptés à la précarité et à la discontinuité de l'emploi.

Le déficit de l'Unédic c'est eux qui l'ont créé (18Milliards) et ce n'est pas aux précaires, aux salarié-es les plus fragiles et aux chômeurs de payer l'addition

Quelques chiffres !

Aujourd'hui notre pays compte 9 millions de personnes en situation de précarité, 80 % des emplois créés sont des CDD et près d' 1 chômeur sur 2 ne perçoit aucune allocation.

En 30 ans le montant des dividendes a été multiplié par 36 quant la masse salariale ne l'était que de 4,5 80 milliards ce sont les bénéfices faits par les entreprises du CAC40 en 2013 (+ de 16 % qu'en 2012) et dont la moitié ont été versé aux actionnaires

Et n'oublions pas

les 60 à 80 milliards de fraude fiscale, les 60 milliards d'évasion fiscale, les 590 milliards d'avoirs français aujourd'hui cachés dans les paradis fiscaux dont 108 milliards en Suisse mais aussi les cadeaux récents faits au Patronat, particulièrement aux grands groupes : 20 milliards de crédits d'impôts Compétitivité sans contre partie leur ont été donné par le Gouvernement. 30 milliards/an des cotisations sociales de la branche famille pris dans la poche des salariés iront dans celles des patrons à partir de 2017

C'est bien à la répartition qu'il faut s'attaquer !

Alors mettons à contribution les actionnaires oisifs, les rentiers du capital, les évadés fiscaux, les corrompus et tous ceux qui brassent des fortunes indécentes.

N'attendons pas la fin des négociations pour nous faire entendre

Restons mobilisé-es !

Faisons-leur savoir que nous n'accepterons aucun recul de nos droits sociaux

Rappelons-leur qu'au sein de nos collectifs, syndicats, coordinations, nous sommes porteurs de propositions et que face à l'urgence sociale, il est temps de les adopter.

Des mobilisations sont prévues le même jour à Paris, Rennes, Nantes,....

Tous ensemble exigeons :

- une refonte totale du système d'assurance chômage et l'indemnisation de toutes les formes de précarité. Une telle refonte suppose la mise à contribution des revenus du capital
- un vrai service public de l'emploi (plus de moyens, plus d'effectifs, plus de transparence), l'arrêt d'une politique exclusivement comptable encourageant les sanctions, les radiations, les contrôles abusifs, les suppressions d'allocations et la sous-traitance